



Assemblée générale

Distr. générale
3 avril 2006
Français
Original: anglais

Commission du droit international

Cinquante-huitième session

Genève, 1^{er} mai-9 juin 2006

Genève, 3 juillet-11 août 2006

Nomination à des sièges devenus vacants après élection

Note du Secrétariat

Additif

I. Liste des candidats

1. Au 3 avril 2006, le candidat ci-après avait présenté sa candidature au siège devenu vacant à la suite de la démission de M. Bernardo Sepúlveda :

M. Eduardo Valencia-Ospina (Colombie)

2. On trouvera à la section II ci-dessous le curriculum vitæ du candidat susmentionné.



Eduardo Valencia-Ospina (Colombie)

Lieu et date de naissance : Cali (Colombie), 19 septembre 1939

Connaissances linguistiques : Maîtrise parfaite de l'espagnol (langue maternelle), anglais et français (parlé, lu et écrit)

Diplômes

- a) Baccalauréat, Colegio de Santa Librada, Cali, 1956 (1950-1956)
- b) Doctorat en sciences juridiques, Universidad Pontifical Javeriana, Bogotá, 1962 (1957-1961)
- c) Doctorat en sciences économiques, Universidad Pontifical Javeriana, 1962 (1957-1961)
- d) Certificat obtenu à l'issue d'un cours spécialisé d'un an portant sur le droit du travail et l'économie, Universidad Pontifical Javeriana, 1961
- e) Certificat obtenu à l'issue d'un séminaire sur le droit américain à l'intention des juristes colombiens, Southern Methodist University, Dallas, États-Unis, 1961
- f) Certificat obtenu à l'issue du Programme pour les étudiants étrangers, Yale University, New Haven, États-Unis, 1962
- g) Maîtrise en droit, Harvard University (faculté de droit), Cambridge, États-Unis, 1963 (1962-1963). *Spécialisation* : droit international.
- h) Études spécialisées, Harvard Law School (1963-1964). *Spécialisation* : droit international.

Distinctions

- a) Médaille d'or « General Santander » décernée au meilleur étudiant du Colegio de Santa Librada (1956)
- b) Première place à la faculté de droit de l'Universidad Pontifical Javeriana (1961)
- c) Bourse ICETEX décernée chaque année pendant les cinq ans d'études à la faculté de droit de l'Universidad Pontifical Javeriana
- d) Bourse « Fulbright », 1962
- e) Bourse de Harvard University, 1962-1963
- f) Bourse de l'Organisation des États américains, 1963-1964
- g) Commandeur de l'« Ordre des villes confédérées », titre décerné par le Gouvernement fédéral de Cali (1995)
- h) Médaille d'or « José Félix Restrepo », la plus haute décoration décernée par l'Universidad Javeriana (1997)

- i) Commandeur de l'« Ordre Javeriana », titre décerné par l'Association des anciens élèves de l'Universidad Javeriana (1997)
- j) « Commentaries on World Court's Decisions, 1987-1996 » ouvrage à lui dédié et publié par Kluwer Law International (1998)
- k) Premier membre honoraire de l'Institut TMC Asser, La Haye (2001)
- l) Universitaire invité du Centre d'études international de la faculté de droit de New York University
- m) Grand-Croix de l'Ordre de San Carlos, décernée par le Président et Ministre des affaires étrangères de la République de Colombie (2001)

Expérience professionnelle

I. Carrière après l'ONU (depuis 2000)

- a) Consultant en droit international auprès de plusieurs gouvernements, dont le Gouvernement colombien
- b) Consultant en droit international auprès du Cabinet juridique Frère Cholmeley/Eversheds (Paris)
- c) Rédacteur en chef du périodique « The Law and Practice of International Courts and Tribunals » publié par Martinus Nijhoff (Leyde)

II. Carrière avant l'ONU

- a) Assistant juridique auprès de l'Avocat général, Conseil d'État colombien, 1961-1962
- b) Associé du Cabinet juridique Ropes and Grey, Boston, États-Unis, 1963

III. Carrière à l'ONU (1964-2000)

A. Cour internationale de Justice (1984-2000)

- a) Greffier, élu le 19 février 1987 et réélu le 17 février 1994, pour des mandats de sept ans, avec rang de Sous-Secrétaire général de l'ONU
- b) Greffier adjoint, élu le 11 avril 1984, pour un mandat de sept ans

Alors qu'il exerçait ces fonctions, la Cour a été saisie des affaires suivantes :

- a) *Affaires contentieuses*
 1. Délimitation de la frontière maritime dans le golfe du Maine (Canada/États-Unis d'Amérique);
 2. Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte);
 3. Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali);
 4. Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (*Nicaragua c. États-Unis d'Amérique*);
 5. Révision et interprétation du jugement rendu le 24 février 1982 sur l'affaire relative au plateau continental (*Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne*);

6. Actions armées frontalières et transfrontalières (*Nicaragua c. Costa Rica*);
7. Actions armées frontalières et transfrontalières (*Nicaragua c. Honduras*);
8. Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras), requête à fin d'intervention présentée par le Nicaragua;
9. Elettronica Sicula S. p. A. (ELSI) (*États-Unis d'Amérique c. Italie*);
10. Délimitation des zones maritimes dans la région située entre le Groënland et Jan Mayen (*Danemark c. Norvège*);
11. Incident aérien du 3 juillet 1988 (*République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique*);
12. Terres riches en phosphate à Nauru (*Nauru c. Australie*);
13. Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (*Guinée-Bissau c. Sénégal*);
14. Différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad);
15. Timor oriental (*Portugal c. Australie*);
16. Délimitation des zones maritimes entre la Guinée-Bissau et le Sénégal;
17. Passage par le Grand-Beld (*Finlande c. Danemark*);
18. Délimitation des zones maritimes et questions territoriales entre le Qatar et Bahreïn;
19. Questions relatives à l'interprétation et l'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (*Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni*);
20. Questions relatives à l'interprétation et l'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (*Jamahiriya arabe libyenne c. États-Unis d'Amérique*);
21. Plateformes pétrolières (*République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique*);
22. Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (*Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie*);
23. Projet Gabeikovo-Nagymáros (Hongrie/Slovaquie);
24. Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria;
25. Compétence en matière de pêcheries (*Espagne c. Canada*);
26. Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 sur les essais nucléaires (*Nouvelle-Zélande c. France*);
27. Île Kasikili/Sedudu (Botswana/Namibie);
28. Convention de Vienne sur les relations consulaires (*Paraguay c. États-Unis d'Amérique*);
29. Demande d'interprétation de l'arrêt rendu le 11 juin 1998 dans l'affaire relative à la frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria, exceptions préliminaires;

30. Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie);
 31. Ahmadou Sadio Diallon (*République de Guinée c. République démocratique du Congo*);
 32. La Grand (*Allemagne c. États-Unis d'Amérique*);
 33. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Belgique*);
 34. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Canada*);
 35. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. France*);
 36. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Allemagne*);
 37. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Italie*);
 38. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Pays-Bas*);
 39. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Portugal*);
 40. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Espagne*);
 41. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Royaume-Uni*);
 42. Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. États-Unis d'Amérique*);
 43. Activités armées sur le territoire du Congo (*République démocratique du Congo c. Burundi*);
 44. Activités armées sur le territoire du Congo (*République démocratique du Congo c. Ouganda*);
 45. Activités armées sur le territoire du Congo (*République démocratique du Congo c. Rwanda*);
 46. Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (*Croatie c. Yougoslavie*);
 47. Incident aérien (*Pakistan c. Inde*);
- b) Rôle consultatif*
1. Demande de réformation du jugement N° 333 du Tribunal administratif des Nations Unies;
 2. Applicabilité de l'obligation d'arbitrage en vertu de la section 21 de l'Accord du 26 juin 1947 relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies;
 3. Applicabilité de l'Article VI, section 22, de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies;
 4. Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un État dans un conflit armé;
 5. Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires;
 6. Différend relatif à l'immunité de juridiction d'un rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme.
- B. Secrétariat de l'ONU (Bureau des affaires juridiques) (1964-1984)**
- a) Nommé juriste adjoint, septembre 1964

b) Juriste hors classe, démission en mars 1984

1. *Assistance juridique aux organes et conférences de codification des Nations Unies*

Membre du secrétariat des conférences et organes suivants :

- a) Commission du droit international (depuis 1966; 18 sessions consécutives), Secrétaire adjoint de la Commission depuis 1981; Secrétaire du Comité de rédaction depuis 1976;
- b) Sixième Commission de l'Assemblée générale (depuis 1966; 18 sessions consécutives), Sous-Secrétaire; Secrétaire du Comité de rédaction ou des groupes de travail établis concernant les questions suivantes : projet de convention sur les missions spéciales (1968-1969); projet de convention sur la prévention et la répression des infractions contre les agents diplomatiques et autres personnes jouissant d'une protection internationale (1973); projet de déclaration sur le droit d'asile (1965-1967);
- c) Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (Vienne, 1969), Assistant spécial auprès de Sir H. Waldock, expert consultant; Sous-Secrétaire du Comité plénier;
- d) Conférence des Nations Unies sur la représentation des États dans leurs relations avec les organisations internationales (Vienne, 1975), Sous-Secrétaire du Comité de rédaction;
- e) Conférence des Nations Unies sur l'asile territorial (Genève, 1977), Secrétaire du Comité de rédaction;
- f) Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de traités (Vienne, 1977-1978), Secrétaire du Comité de rédaction;
- g) Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'État (Vienne, 1983), Secrétaire du Comité plénier et du Comité de rédaction;
- h) Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États (1966-1970), Sous-Secrétaire;
- i) Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (1967-1972), Sous-Secrétaire;
- j) Comité spécial du terrorisme international (1973-1977), Sous-Secrétaire;
- k) Comité ad hoc de la Charte des Nations Unies (1975), Sous-Secrétaire.

2. *Recherches, études et publications sur des sujets liés au droit international*

A notamment participé à l'établissement des documents et publications des Nations Unies suivants :

- a) Pratique suivie par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique en ce qui concerne leur statut juridique, leurs privilèges et leurs immunités

- (A/CN.4/L.118 et Add. 1 et 2; *Annuaire de la Commission du droit international*, 1967);
- b) Relations entre les États et les organisations internationales (A/CN.4/241 et Add. 1 à 6); *Annuaire de la Commission du droit international*, 1971);
 - c) Examen du programme et des méthodes de travail de la Commission du droit international (A/7209/Rev.1, annexe; *Annuaire de la Commission du droit international*, 1968);
 - d) Examen du programme de travail de la Commission du droit international (A/CN.4/230; *Annuaire de la Commission du droit international*, 1970);
 - e) Examen d'ensemble du droit international (A/CN.4/245/Rev.1; *Annuaire de la Commission du droit international*, 1971);
 - f) La succession d'États aux traités multilatéraux (A/CN.4/200 et Add.1 et 2; A/CN.4/210; A/CN.4/225; *Annuaire de la Commission du droit international*, 1968, 1969 et 1970);
 - g) La succession d'États en matière de traités bilatéraux (A/CN.4/229; A/CN.4/243 et Add.1; *Annuaire de la Commission du droit international*, 1970 et 1971);
 - h) Réexamen du processus d'établissement des traités multilatéraux (A/35/312/Add.2; A/CN.4/325; *Annuaire de la Commission du droit international*, 1979);
 - i) Examen du rôle de la Cour internationale de Justice (A/8382, 1971);
 - j) Terrorisme international (A/C.6/418 et Add.1, 1972);
 - k) Enquête sur les règles en vigueur du droit international relatives à l'interdiction ou à la restriction de l'emploi de certaines armes (A/9215, Vol. I et II, 1973);
 - l) Asile diplomatique (A/10139, partie II, 1975);
 - m) Volume 14 de la *Série législative des Nations Unies* « Documentation concernant la succession d'États » (ST/LEG/SER.B/14);
 - n) Volume 17 de la *Série législative des Nations Unies* « Documentation concernant la succession d'États dans les matières autres que les traités » (ST/LEG/SER.B/17)
 - o) Volume XIV du *Recueil des sentences arbitrales internationales* (publication des Nations Unies, F.65.V.4);
 - p) Volume XV du *Recueil des sentences arbitrales internationales* (publication des Nations Unies, F.66.V.3);
 - q) Volume XVI du *Recueil des sentences arbitrales internationales* (publication des Nations Unies, F.69.V.1);
 - r) Les travaux de la Commission du droit international (3^e édition, 1980; publication des Nations Unies, F.80.V.11);

- s) Projet de recherche sur certaines circonstances excluant l'illégalité autres que la « force majeure » et le « cas fortuit » (nécessité, légitime défense, consentement, application légitime de sanctions);
- t) Projet de recherche sur la clause de la nation la plus favorisée;
- u) Projet de recherche sur le statut du courrier diplomatique et de la valise diplomatique non accompagnée par un courrier diplomatique.

Autres écrits

- a) *Algunas Consideraciones Jurídicas y Económicas Suscitadas por el Tema de la Actuación Estatal* (Bogotá, éd. La Meta, 1962)
- b) *Legal Problems in Commodities Trade : The International Coffee Agreement* (Cambridge, États-Unis, 1963)
- c) *Le droit et son interprète*, dans *Guy Ladreit de Lacharrière et la politique juridique extérieure de la France* (Paris, éd. Masson, 1989)
- d) *The International Court of Justice and International Environmental Law* (Asian Yearbook of International Law, Vol. 2, 1994)
- e) *The Use of Chambers of the International Court of Justice*, dans *Essays in Honour of Sir Robert Jennings* (Cambridge University Press, 1995)
- f) *The Role of the International Court of Justice in fifty years of the United Nations* (The Hague Yearbook of International Law, Vol.8, 1995)
- g) *Aspects conceptuels et pratiques de la codification et du développement progressif du droit international : évolutions et priorités* (publication des Nations Unies, T.96.V.4)
- h) *International Law and the Information Era*, dans *Problems of Contemporary International Law; Conflict and Convergences* (La Haye, T.M.C. Asser Institute, 1996)
- i) *Financing, Administering and Making Known the Work of the Court*, dans *Increasing the Effectiveness of the International Court of Justice* publié sous les auspices de l'UNITAR (éd. Kluwer, 1997)
- j) *Nueva Aproximacion al Uti Possidetis Juris* (Quaestiones juridicae, 13, Bogotá, 1997)
- k) *The Role of the International Court of Justice in the Pact of Bogotá*, dans *Essays in Honour of José María Ruda* (éd. Kluwer, 1999)
- l) *Le rôle de la Cour internationale de Justice dans les différends relatifs au droit des cours d'eau internationaux*, dans les procès-verbaux de la première Conférence pour la région de l'Amérique latine de l'Association de droit international (São Paulo, 1999)
- m) *Evidence before the International Court of Justice* (International Law Forum du Droit international, Vol. I, 1999)
- n) *[My] Bookshelf* (International Law Forum du Droit International, Vol. IV, 2000)

- o) *Non-governmental Organizations and the International Court of Justice*, dans *Civil Society, International Courts and Compliance Bodies* (T.C.M. Asser Press, 2005)
- p) *International Boundary Delimitation and the Law of Treaties*, dans *Boundary Negotiation and Dispute Resolution* (IBRU, CD-ROM, Durham, Royaume-Uni, 2005)
- q) *Agents before International Courts and Tribunals*, dans *Max Planck Encyclopedia of International Law* (Oxford University Press, 2006)

Activités diverses

- a) Assistant spécial du Président de l'Assemblée générale à ses 28^e (1973), 33^e (1978) et 38^e (1983) sessions
- b) Représentant de l'ONU à la 22^e Conférence internationale de la Croix-Rouge, tenue à Téhéran en 1973
- c) Participant, au nom du Bureau des affaires juridiques de l'ONU, aux Tables rondes d'experts sur le droit des réfugiés organisées par l'Institut international de droit humanitaire à San Remo en 1978 et à Florence en 1979
- d) Membre du Comité des publications de l'ONU
- e) Membre des délégations de la Cour internationale de Justice aux 39^e (1984) à 54^e (1999) sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies
- f) Observateur pour la Cour internationale de Justice aux réunions du Comité consultatif juridique afro-asiatique tenues à Arusha en 1985, à Beijing en 1989 et à Islamabad en 1992
- g) Observateur pour la Cour internationale de Justice au huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (La Havane, 1990)
- h) Observateur pour la Cour internationale de Justice à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, (Rio de Janeiro, 1992)
- i) Président du jury (Washington) et juge (ONU, New York) lors de la finale mondiale du concours Jessup International Law Moot Court Competition et président du jury lors de la finale néerlandaise (La Haye)
- j) Juge au concours Telders Moot Court Competition (Leyde)
- k) Membre honoraire du Comité de rédaction du *Leiden Journal of International Law*
- l) Membre du Conseil consultatif de rédaction pour le projet d'annuaire du droit international public d'Amérique latine (Genève)
- m) Membre du Conseil d'action de la fondation Manfred Lachs (Pays-Bas)
- n) Membre du Comité directeur du Projet sur les cours et tribunaux internationaux (Universités de New York et de Londres)
- o) Délégué au dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (Vienne, 2000)

- p) Représentant de la Cour d'arbitrage de la Chambre internationale de commerce (Paris) à la dix-neuvième Conférence diplomatique de la Conférence de La Haye de droit international privé (2001)
- q) Participant en qualité de président et de conférencier d'honneur à de multiples conférences internationales, colloques, tables rondes et symposiums, sur des sujets de droit international

Conférences

- a) Vingtième et trente-deuxième programmes externes de l'Académie de droit international de La Haye (Bogotá, 1998, et Manille, 2001)
- b) Vingt-troisième cours de droit international organisé par le Comité juridique interaméricain (Rio de Janeiro, 1996)
- c) Chargé de conférences Wolfson au Dean Rusk International Law Center (University of Georgia, États-Unis)
- d) Programme de formation (Cours et tribunaux internationaux), faculté de droit de l'Université de Pretoria
- e) Programme de formation (Cours et tribunaux internationaux), Ministère des affaires étrangères, Téhéran
- f) International Boundaries Research Unit de l'Université de Durham (Royaume-Uni), ateliers à Paris (2003) et Durham (2005)
- g) Hommage à Rafael Altamira au nom de la Cour internationale de Justice (Alicante)
- h) Séminaire ONU/UNITAR organisé avec le programme de l'Académie de droit international de La Haye
- i) Programme de hautes études à l'Office des Nations Unies à Genève
- j) Séminaire de droit international organisé en liaison avec les sessions annuelles de la Commission du droit international à Genève
- k) Séminaire organisé par l'UNITAR à New York à l'intention des délégués
- l) Séminaire organisé par le Département de l'information de l'ONU à New York à l'intention de groupes d'étudiants invités
- m) *Universités (facultés de droit) et autres instituts universitaires :*

Javeriana et Colegio del Rosario (Bogotá); Asser Institute et Institute for Social Studies (La Haye), Leyde, Rotterdam et Utrecht (Pays-Bas); Boston, Californie (Davis), Géorgie (Athens), Harvard (Cambridge), Yale (New Haven); New York University et City College, New York (États-Unis); Oxford, Londres (Université, Kings and Queen Mary Colleges, SOAS), London School of Economics et British Institute of International Law (Royaume-Uni); Buenos Aires et El Salvador (Argentine); Vienne; Institut de droit public et de science politique, Fondation Getulio Vargas (Rio de Janeiro) et Université de São Paulo (Brésil); Institut interaméricain des droits de l'homme et Université pour la paix (San José, Costa Rica); Académie diplomatique (Quito); Institut diplomatique (Le Caire); Centre de droit économique international et européen (Thessalonique, Grèce); Ispahan (Iran); Milan (Italie) et Atheneum (Manille);

n) *Associations et autres institutions :*

Cour suprême (Cali), Association des étudiants et anciens élèves de l'Académie de droit international de La Haye et Société hispanique des Pays-Bas; Association du barreau de la Ville de New York et American Association of Maritime Law (États-Unis); Association cubaine pour les Nations Unies (La Havane); Société égyptienne de droit international (Le Caire); Société roumaine pour les relations internationales (Bucarest); Association mondiale des anciens boursiers et stagiaires de l'ONU (Genève); Sections grecque et brésilienne de l'Association de droit international (Athènes et São Paulo).

Affiliation à des société savantes

a) American Society of International Law

b) Association de droit international :

i) Président du Groupe d'étude sur la responsabilité des organisations internationales (depuis 2005);

ii) Membre du Comité de la responsabilité des organisations internationales;

iii) Membre du Groupe d'étude sur l'indépendance des tribunaux internationaux.
